

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1493 - 24 mai 1990 - 3,5 F

D 1493 **COLOMBIE: PACTE DE PAIX GOUVERNEMENT/M-19 ET VAGUE D'ASSASSINATS**

Le mouvement de guérilla M-19 vient, après de longs pourparlers (cf. DIAL D 1401), de signer avec le gouvernement le 9 mars 1990 les conditions de sa réintégration dans la vie politique démocratique. L'événement est d'importance quand on se souvient de la commotion nationale provoquée en novembre 1985 par l'attaque du M-19 contre le palais de justice de Bogotá (cf. DIAL 1072 ET 1094). Ci-dessous, article de *El Tiempo* sur l'événement.

Six semaines plus tard, le 26 avril exactement, le premier responsable du M-19, signataire de l'accord et candidat aux prochaines élections présidentielles, était assassiné. Aussitôt mis par les autorités militaires sur le compte des trafiquants de cocaïne mais vite démenti par ces derniers, le crime donne à penser que les instigateurs cherchent soit à rendre inviable l'accord de paix soit à empêcher la constitution d'une composante politique d'opposition... C'est en effet le deuxième assassinat en un mois d'un candidat de gauche aux élections présidentielles (cf. DIAL D 1487). Le n° 2 du M-19 s'est porté candidat aux élections présidentielles.

Tout cela se passe dans une impunité générale, comme en témoignent les autres assassinats - dont celui d'un prêtre - rapportés dans le second document ci-dessous.

Note DIAL

1. Article du journal *El Tiempo* du 10 mars 1990

LE GOUVERNEMENT ET LE M-19 ONT SIGNÉ UN ACCORD DE PAIX

"Citoyen Carlos Pizarro Leongómez, citoyen Antonio Navarro Wolf, et les autres membres du M-19 qui ne sont pas présents à cette cérémonie, soyez les bienvenus dans la démocratie." C'est en ces termes que le président Virgilio Barco Vargas a salué la réintégration du Mouvement du 19 avril (M-19) dans la vie institutionnelle du pays, après que ce mouvement de guérilla ait déposé les armes et signé un pacte de paix intitulé Accord entre le gouvernement, les partis politiques et le M-19.

A 19 H 30, Barco a signé l'accord, suivi de Pizarro Leongómez qui, n'ayant pas de stylo à bille, a dû emprunter celui du président de la République. Puis cela a été le tour du conseiller pour la paix, Rafael Pardo Rueda.

Pizarro était arrivé au Palais de Nariño habillé comme à l'ordinaire, avec ses bottes de guérillero des montagnes de Colombie et avec son chapeau blanc. Assistaient également à la cérémonie l'ancien président Julio César Turbay Ayala; les ministres de l'intérieur, Carlos Lemos Simmonds, de la justice, Roberto Salazar Manrique, et de la défense, le général Oscar Botero; le secrétaire général de la présidence, Germán Montoya; le directeur du Département administratif de la sécurité (DAS), le général Miguel Maza Márquez; Pardo Rueda; des délégués de l'Internationale socialiste

avec son secrétaire général, Luis Ayala; et l'ancien secrétaire général du Parti libéral, Saulo Arboleda.

L'accord entre les parties prévoit que, par les mécanismes ordinaires de la réforme constitutionnelle ou par référendum, *"la légitimité institutionnelle sera renforcée et les matières d'importance vitale pour l'établissement de la paix seront approuvées"*.

Pour favoriser la réintégration des guérilleros dans la vie civile et leur passage de la lutte armée à la vie politique, le gouvernement s'engage à créer, pour une seule et unique fois, une circonscription spéciale de paix à l'intention des partis politiques issus de mouvements armés démobilisés et réintégréés dans la vie civile. Cette circonscription, pour le Sénat et la Chambre des représentants, sera en vigueur pour les élections de 1992 et ses caractéristiques seront définies par un accord ultérieur.

Le gouvernement s'engage également à constituer un Fonds national pour la paix pour mener des actions civiques dans les zones d'influence du M-19, avec le financement d'entreprises privées et de fondations internationales.

Le gouvernement procédera par ailleurs à une réforme électorale pour élargir les occasions de scrutins et pour moderniser les modalités électorales en instaurant la carte d'électeur et le vote en isolement à partir des élections municipales de 1992. *"Pour ce qui est des autres sujets de politique, d'économie, de vie sociale, de justice et d'ordre public stipulés dans le pacte politique, le gouvernement les mettra en application et à exécution à partir du jour de la déposition des armes"*, précise l'accord de paix.

Pour garantir le respect des engagements pris, le M-19 comme le gouvernement constitueront une commission du suivi à raison d'un délégué pour chacune des parties signataires. La sécurité des dirigeants du M-19 sera assurée y compris après le 7 août 1990, date de la fin du mandat du président Barco Vargas.

"Les résultats obtenus confirment qu'il est possible d'adopter des perspectives et des politiques permettant un dialogue constructif, sans sortir du cadre légal et constitutionnel qui impose des obligations incontournables. Le sérieux, la clarté et la sincérité, les nécessaires autorité et volonté politiques, la précision dans les objectifs et la disposition au dialogue ont permis d'aboutir au résultat conjoint qui est le nôtre" a déclaré Barco. Il a affirmé que la réintégration du M-19 est le signe de la vitalité de la démocratie colombienne, en ajoutant: *"Ceux qui, dans le parti, ont cherché à modifier par les armes le système politique et social du pays, trouvent aujourd'hui la route permettant de concrétiser leurs idéaux à travers les mécanismes civilisés de la démocratie pluraliste."*

Se référant à l'Armée de libération nationale (ELN) mais sans la nommer, il a déclaré que ceux qui attaquent la démocratie et s'emploient à empêcher le libre exercice du droit de vote sont le vestige d'un passé qui est dépassé. *"Ils se trompent ceux qui croient qu'en abandonnant les armes le groupe du M-19 a abandonné son idéal. Il n'a pas à le faire. Il doit légitimement défendre ses idées de façon civilisée. Le M-19 a compris que l'histoire contemporaine doit se faire par la démocratie"*, a ajouté Barco.

Pour sa part Pizarro a déclaré, d'une voix basse et avec une certaine nervosité, que le pacte de paix *"ouvrira la voie d'une paix plus large et plus déterminante"*. Il a précisé que le M-19 avait choisi le chemin de la paix et trouvé en Barco un interlocuteur: *"Nous avons travaillé ensemble. Nous avons persévéré dans cette voie et, dans les moments plus difficiles, nous avons demandé son aide à l'ancien président Julio César Turbay Ayala."*

2. L'assassinat de Carlos Pizarro Leongómez, candidat aux élections présidentielles du 27 mai 1990 (26 avril 1990). Et autres assassinats (correspondance particulière).

Carlos Pizarro Leongómez, candidat aux élections présidentielles du 27 mai, a été assassiné dans l'avion se rendant de Bogotá à Barranquilla. Il était l'un des fondateurs de l'ancien mouvement de guérilla du M-19 qui venait, il y a quelques jours, de déposer les armes pour se lancer dans la bataille démocratique. Il était le seul survivant des fondateurs du M-19.

Le 26 avril, à 8 H 46 du matin, il est monté dans l'appareil d'Avianca HK 1400, vol 532, à destination de Barranquilla pour y mener sa campagne électorale. L'avion venait de Bucaramanga (Santander). Dix minutes après le décollage, le tueur, un jeune de 25 ans qui avait été fouillé et ne portait pas d'arme en montant dans l'avion, a quitté sa place pour aller aux toilettes. Revenu à sa place (il avait le siège derrière Pizarro), il a déchargé sa mini-mitraillette sur lui. La victime a reçu plusieurs balles à la tête, au cou, aux épaules et dans le thorax.

Le jeune tueur, qui répondait au vrai nom de Alvaro Rodriguez Meneses, a été immédiatement abattu par les gardes de Carlos Pizarro en plein vol.

L'avion a fait demi-tour sur Bogotá et Carlos Pizarro a été emmené dans le coma à la clinique de la Prévoyance sociale du district, où il est décédé vers 11 H 30 du matin. L'avion transportait cent-vingt passagers.

A Bogotá, dans l'immense quartier appelé Kennedy qui comporte plus d'un million d'habitants, des troubles ont éclaté, ainsi que dans le quartier Restrepo au sud de Bogotá.

Ce crime montre une nouvelle fois la force de la guerre sale (1) qui cherche à empêcher l'exercice d'une vraie démocratie et s'oppose à la participation politique des secteurs populaires alternatifs, dans la vie du pays dominée par une oligarchie qui a toujours utilisé la force et la violence contre les milieux populaires organisés et critiques envers la situation de misère et de pauvreté qui est celle de 50% de la population colombienne.

Carlos Pizarro est le troisième candidat présidentiel à être assassiné en moins d'un an: le 18 août de l'année dernière, Luis Carlos Galán, libéral (2); le 22 mars, Bernardo Jaramillo Ossa, candidat de l'Union patriotique; et aujourd'hui, le candidat du M-19.

En Colombie c'est le règne de la complicité et de l'impunité de la part des autorités. Dans les trois dernières semaines on a retrouvé les cadavres de 43 disparus de Pueblo Bello. Les autorités se sont refusé à perquisitionner les exploitations agricoles de Fidel Castaño où plusieurs cadavres ont été découverts en fosse commune.

Le mardi 24 avril on a trouvé le cadavre du P. Tiberio Fernández, curé de Trujillo (Valle) horriblement torturé: le corps sans tête, le ventre ouvert, émasculé, et avec divers impacts de balles. Il avait disparu le jeudi 19, avec une nièce et deux autres personnes. Ces trois dernières sont toujours disparues. Plus de vingt personnes ont été enlevées dans la commune de Trujillo et certaines assassinées. Des organisations de droits de l'homme, sur la base des témoignages d'habitants de la région, estimeraient que les responsables de ces crimes seraient des militaires.

[1] Aussitôt après l'assassinat, le haut commandement de l'armée a attribué le crime aux "narco-trafiquants", nommément à Pablo Escobar. Celui-ci, comme dans l'assassinat de Jaramillo, a publiquement rejeté toute participation, d'autant plus que Pizarro s'était déclaré hostile aux extraditions de trafiquants (Ndt).

[2] Assassiné par les trafiquants de stupéfiants parce qu'il s'était déclaré favorable à leur extradition vers les Etats-Unis. C'est sa mort qui a déclenché la guerre de la drogue (cf. DIAL D 1422) (Ndt).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 350 F - Etranger 410 F - Avion 480 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441